

### Le 6 avril à Orléans

**35 collègues PsyEN, Dcio, personnels administratifs ont participé au rassemblement à Orléans lors de la tenue du CAEN et à l'Assemblée Générale qui a suivi contre la régionalisation des Dronisep et la suppression des CIO**

35 collègues se sont rassemblés à Orléans à l'appel du Snes-Fsu lors de la tenue du CAEN au cours duquel la FSU a lu une déclaration dénonçant la régionalisation des Dronisep et de l'information et la suppression des CIO (page 3). Tous les départements étaient représentés et des collègues de la Dronisep étaient présentes.

Lors de l'AG qui a suivi, nous avons échangé sur la situation des CIO et des Dronisep, du projet « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » mais aussi sur les attaques contre les services publics et le statut du fonctionnaire. Les débats ont porté également sur l'entrisme d'un certain nombre d'organismes dans l'école (mini entreprises...) et la question du sens de l'école. Nous avons évoqué également la réforme du lycée qui instaurerait 54h d'éducation au choix de l'orientation en 2de, 1ère et terminale. En effet pour exemple, l'article 5 du projet d'arrêté concernant la 2de prévoit que « **placé sous la responsabilité du professeur principal, l'éducation au choix de l'orientation implique l'intervention des professeurs de la classe, des professeurs documentalistes, des psychologues de l'Education Nationale et des personnes et organismes invités par l'éta-**

**blissement ou mandatés par le conseil Régional »!**

Puis nous avons fait un point des actions déjà engagées et celles à venir.

#### Dans le 18 :

Réunion syndicale lundi 9 avril avec les 3 CIO. Les collègues du CIO de Bourges ont déjà commencé à informer le public (badges portés systématiquement) et réfléchi à un certain nombre d'actions : retrait des établissements, renvoi du public vers la DSDEN

#### Dans le 28 :

Les DCIO se sont retirés de la formation des professeurs principaux. Démission du DCIO du CA du lycée agricole. Visuel porté au CIO (touche pas à mon CIO).



Dans le 36 :

Des idées d'actions mais pas encore appliquées et discutées : continuer à aller dans les établissements, CIO « mort » avec retrait des brochures accessibles au public, envoyer le public vers « mon orientation en ligne »...

Dans le 37 :

Une réunion départementale est prévue lundi matin 9 avril. Idée de retrait des établissements évoquée mais maintien de l'accueil en CIO, courrier envoyé à tous les chefs d'établissement.

Retrait de la formation des professeurs principaux.

Dans le 41 :

Réunion syndicale le 12 avril avec les 3 CIO

Dans le 45 :

Réunion départementale le 5 avril.

Retrait de la formation des professeurs principaux. Courrier en direction du DASEN. Demande d'actions communes.

**Propositions d'actions :**

- actions d'information et d'alerte :

\*Pétition

\*Motion à lire dans les CA

\*Lettre aux élus (députés, sénateurs...)

\*Contacter les parents d'élèves

\*Informers les professeurs

\*Visuels dans les CIO : badge, affiches... : « touche pas à mon CIO »

\*Contacter les comités locaux de « la République en marche »

...

- actions à discuter dans les CIO:

\*Retrait des établissements mais en informant les enseignants des raisons de cette action.

\*Adresser le public qui vient au CIO à la DSDEN

...

**Proposition d'une nouvelle AG académique le lundi 16 avril après midi à Orléans**

TOUCHE PAS À

MON CIO



POUR LE MAINTIEN DU SERVICE PUBLIC ET GRATUIT DE L'ÉDUCATION NATIONALE

**Le Snes-Fsu appelle tous les personnels à participer à la grève et aux rassemblements du 19 avril pour la défense des services publics, de la fonction publique et pour une augmentation des salaires...**

**LA FONCTION PUBLIQUE :**

**UNE CHARGE ? NON, UNE CHANCE !**

MAL PAYÉ-E  
MÉPRISÉ-E  
PRÉCARISÉ-E

**ASSEZ !**



ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN

## DECLARATION DE LA FSU AU CAEN

Le Ministère de l'Éducation Nationale a décidé de confier aux Régions les missions d'information dévolues aux DRONISEP et aurait annoncé son intention de procéder à la fermeture « à plus ou moins long terme » de tous les CIO.

Cette annonce arrive dans un contexte de mépris et de méconnaissance du travail effectué par l'ensemble des personnels de l'ONISEP et des CIO, visant le démantèlement des Services Publics d'Information et d'Orientation de l'Éducation Nationale. Il traduit par ailleurs une méconnaissance des processus psychologiques en jeu dans l'orientation des jeunes en construction.

Ce qui est en jeu dans ce projet :

**-La neutralité de l'information** : les régions auront tendance à créer et à valoriser les formations locales correspondant aux besoins économiques définis à court terme par les branches professionnelles suivant les besoins du moment.

**-L'égalité d'accès à l'information sur l'ensemble du territoire national.** Avec un transfert aux Régions des missions d'information des DRONISEP, l'information donnée aux élèves et aux étudiants, s'arrêtera aux frontières régionales, ce qui est un non sens à l'heure où les parcours de formation se réalisent à l'échelle nationale et internationale. Par ailleurs, en fonction de leurs moyens, les régions ne pourront pas toutes proposer des outils d'information performants sur les formations et les métiers, sauf à privatiser et/ ou à rendre payant leurs publications, créant une inégalité d'accès à l'information.

**-Le transfert de l'accompagnement à l'orientation des élèves** à la charge unique des enseignants, sans l'appui des professionnels que sont les psychologues de l'Éducation (ex copsy) ayant l'expérience des processus psychologiques et des déterminismes sociaux en jeu dans l'élaboration des projets d'orientation des jeunes.

La FSU et le SNES-FSU alertent tous les membres du CAEN sur les implications de cette annonce qui constitue une rupture d'égalité d'accès à l'information sur le territoire, une rupture avec les services de l'Éducation nationale

et une dégradation importante du service rendu aux usagers.

Par ailleurs, l'existence même des CIO, services publics d'information et d'orientation de proximité, gratuits et neutres, offrant un accompagnement à l'orientation de tous les publics est remis en cause.

S'attaquer au CIO :

- c'est balayer d'un revers de main, un lieu où se sont développées une grande professionnalité et des compétences collectives à disposition du public et de l'institution scolaire.

- c'est priver les psychologues de l'Éducation d'un outil de travail indispensable à l'exercice de leurs missions notamment pour ce qui est de l'information sur les formations et les métiers et de la mise à jour de cette information

- c'est pour l'institution se priver d'un lieu d'observation du bassin en matière d'orientation.

Si les CIO disparaissent :

- qui recevra les élèves sans solution et les élèves sans affectation ?

- qui recevra les jeunes nouvellement arrivés en France ?

- qui recevra le public scolaire pendant les vacances, les CIO sont toujours très fréquentés pendant les vacances, ce qui fut encore plus le cas au moment des vœux sur parcours sup ?

- qui recevra les étudiants ?

- qui recevra les élèves et leurs familles qui ont du mal à franchir le seuil des établissements scolaires et qui trouvent dans le CIO un lieu plus neutre ?

- qui recevra les apprentis en rupture de contrat ?

- qui recevra les jeunes adultes ?

- qui recevra les jeunes sortis du système éducatif et qui souhaitent un retour en formation initiale ?

- qui recevra les adultes en 1<sup>er</sup> accueil qui souhaitent se reconverter ?

...

La FSU et le SNES-FSU demandent au Ministère de l'Éducation Nationale de revenir sur ces décisions.